

Saint-Denis, le 22 août 2019

Communiqué de presse

Un rapport de l'EPSF sans surprise

Le rapport de l'EPSF, Autorité française de sécurité ferroviaire, qui a fuité opportunément mardi sous fond de guerre interne à la succession de l'actuel PDG de la SNCF, n'apprend rien à la Fédération SUD-Rail sur l'état déplorable du réseau ferré français.

Outre ces guerres de succession, ce qui est réellement inquiétant c'est que rien n'est toujours mis en place dans la loi du mal nommé « Pacte Ferroviaire » ou dans la Loi Orientation des Mobilités pour permettre d'améliorer la qualité du réseau.

Le délitement du réseau est la conséquence directe de la faillite de la politique ferroviaire de l'État soutenu par la Direction SNCF. A travers des mesures dogmatiques : fin de l'embauche au statut, ouverture à la concurrence... le gouvernement ne se donne pas les moyens humains et financiers de remettre le réseau ferré à un niveau de qualité suffisant pour permettre au transport de voyageurs et de marchandise un rééquilibrage modal avec le routier et l'aérien permettant de répondre à l'urgence écologique.

Au contraire, après le soutien d'Elisabeth Borne nommée Ministre de la transition écologique au CETA, voté par la plus courte majorité et contraire à la prééminence écologique, les amendements du Sénat visant à transférer la gestion des petites lignes aux régions qui renforcera le délitement du réseau, est clairement un acte climaticide de plus, qui ne laisse plus de doute quant à la volonté de l'état.

Ces lignes peu empruntées mais indispensables aux usagers en région ou au fret, représentent un tiers du réseau ferré national. La plupart des régions ne seront pas en capacité financière d'assurer la régénération et la maintenance des infrastructures. Ces lignes fermeront ou les régions feront appel à des sociétés privées qui privilégieront leurs profits ou survies au détriment de la qualité de service.

Pour ce qui est des moyens humains, là aussi, le compte n'y est pas. Outre le contexte de restrictions budgétaires drastiques qui conduit à supprimer des postes plutôt que d'en créer, le manque d'attractivité des salaires, des conditions de travail et la fin des embauches au statut ne permettront pas de recruter les compétences nécessaires à la remise à niveau des infrastructures du ferré.

SUD-Rail dénonce les arguments fallacieux de la Ministre consistant à dire que si l'EPSF n'a pas stoppé les circulations, c'est que le risque n'est pas avéré, il l'est ! Quant aux 3,6 M d'€ soit disant mis sur la table par le gouvernement, c'est loin d'être suffisant. Pour exemple, la Suisse consacre 7M d'€ pour l'entretien et 1,4Mrd d'€ soit au total 2,1Mrd d'€ par an pour leur réseau qui est pourtant quasiment 10 fois inférieur au nôtre.

La Fédération SUD-Rail exige que le gouvernement sorte enfin du dogme, abroge la loi du Pacte Ferroviaire et mette les moyens humains et financiers à la hauteur de l'urgence climatique et sociale.